EUROPE ÉCOLOGIE
Région Ile-de-France

Avec Cécile Duflot
et tous les candidat/es d'Ile-de-France,
les solutions : l'écologie, maintenant

Les Verts

Elections régionales
des14 et 21 mars 2010

L'écologie, maintenant

Le choix qui vous est proposé le 14 mars engage notre avenir à toutes et à tous.

Continuer comme avant, ne rien changer ou engager la transformation écologique de la société en Île-de-France.

Environnement, emploi, santé, logement :

les urgences sociales et écologiques exigent la mobilisation la plus large. Notre rassemblement Europe écologie est né de l'engagement de celles et ceux qui considèrent que les solutions sont dans l'écologie, maintenant.

Le temps n'est plus aux bricolages et aux demi-mesures qui ne feront qu'aggraver les crises demain. Nous sommes convaincus qu'il faut agir : changer nos manières de produire, de consommer, de travailler pour mieux vivre. Il est temps de faire preuve d'imagination et d'inventer de nouvelles politiques de proximité. Avec Europe Écologie, notre équipe est prête à gouverner, pour engager la transformation écologique. Nous voulons une Région durable qui protège notre environnement et prépare l'avenir de toutes et tous. Parce que la qualité de vie ne doit plus être un privilège, nous voulons une Île-de-France écologique et solidaire.

Cécile Duflot

En couverture de gauche à droite, de haut en bas :

Jean-Vincent Placé, Augustin Legrand, Pierre Larrouturou, Robert Lion, Jean-Marc Brûlé, Cécile Duflot, Safia Lebdi, Stéphane Gatignon, Emmanuelle Cosse, Anny Poursinoff, Liliane Pays, Hélène Gassin

Robert Lion (75), Emmanuelle Cosse (75), Augustin Legrand (75), Laure Lechatellier (75), Jean-Marc Pasquet (75), Janine Maurice-Bellay (75), Bastien François (75), Stéphane Hessel (75), Liliane Pays (77), Jean-Marc Brûlé (77), Anny Poursinoff (78), Michel Bock (78), Sophie Renard (78), Jean-Vincent Placé (91), Laurence Bonzani (91), Jean-Luc Touly (91), Serge Guérin (91), Pierre Larrouturou (92), Hélène Gassin (92), Francine Bavay (92), Marc Lipinski (92), Stéphane Gatignon (93), Nadia Azoug (93), Alain Amedro (93), Séverine Tessier (93), Ali Meziane (93), Kirushanti Sakhitasan (93), Jacques Perreux (94), Laurence Abeille (94), Caroline Mecary (94), Safia Lebdi (95), Sylvain De Smet (95), Christiane Rochwerg (95), Julien Bayou (95)

Economie et emploi : la conversion écologique

L'actuelle crise écologique et sociale du capitalisme souligne les limites de notre mode actuel de développement, basé sur la course à la croissance à tout prix, exploitant la nature, les hommes et les femmes jusqu'à épuisement.

Nous voulons faire émerger une nouvelle économie. Une économie fondée sur l'utilité et la justice sociale, la démocratie dans le travail et le respect de l'environnement, appuyée sur une économie sociale et solidaire dynamique et une relocalisation des activités.

Economie et emploi : la conversion écologique

Créer 170 000 emplois durables et non-délocalisables grâce aux Contrats de conversion écologique entre la Région, les territoires et l'ensemble des acteurs de chaque filière, et aux ressources de la formation professionnelle, apprentissage, enseignement et recherche. Avec le financement garanti d'un Revenu de transition, pour accompagner et protéger les salarié/es dans cette évolution professionnelle.

- 30 000 emplois dans l'industrie (éco-technologies, nouvelles énergies, éco-matériaux) ;

- 100 000 emplois grâce à la rénovation/isolation à basse consommation des logements et au développement des transports collectifs ;

- 40 000 emplois dans le secteur de l'économie sociale et solidaire (services à la personne, commerce équitable, insertion, coopératives) et l'agriculture de proximité.

Développer une agriculture de proximité en protégeant nos terres agricoles, en particulier du Plateau de Saclay ; en créant une filière d'agriculture biologique régionale pour la restauration scolaire ; et en développant la production maraîchère autour des zones urbaines.

Un Fonds de soutien dédié à l'Intelligence écologique pour accompagner humainement et matériellement les TPE et PME dans leurs projets d'innovation dans les éco-technologies et dans l'invention de l'économie de demain.

Pollutions, stress, mobilité : Plan Priorité Transports

1h30 : *c'est la durée moyenne par jour passée dans les transports en Ile-de-France pour se rendre au travail. Notre priorité, c'est la proximité emploi-domicile, en inversant la logique qui concentre les bureaux à l'ouest et les logements à l'est. Nous voulons une tarification juste et une offre renforcée, régulière, diversifiée et de qualité pour la mobilité de toutes et tous.*

Pour une meilleure qualité de vie, moins de pollution, la mobilité pour tous, et des milliers d'emplois

- ***Accélérer la rénovation des RER avec un emprunt de 500 millions d'euros ;***

- ***Financer les infrastructures urgentes en grande couronne,*** surtout dans le sud et le nord de la région et les liaisons transversales.

Pollutions, stress, mobilité : Plan Priorité Transports

- Créer des lignes de transports collectifs en rocade (bus express, métro) autour de Paris et en grande couronne.

- Etendre les lignes existantes, optimiser les rames, fiabiliser les horaires et les correspondances.

- ***Transformer les gares en « plateformes de mobilité » en combinant vélopartage, autopartage et taxis collectifs. Toutes les gares d'Ile-de-France seront équipées de box sécurisés en 2013.***

Proximité : ***avec les Contrats de conversion écologique associant les entreprises, nous faciliterons une meilleure répartition des activités sur le territoire. Nous soutiendrons aussi la création de 300 centres de télétravail, afin de réduire la saturation des lignes et le temps de transport des employé/es.***

Un Pass Vert à 65 euros.
Ce Pass Navigo à tarif plein unique sur toute la région permettra d'accéder, à d'autres prestations comme le vélopartage, l'autopartage, le transport à la demande ou les taxis collectifs.

Un ticket à 1€ le week-end et le soir et la gratuité pour les enfants de moins de six ans, afin de faciliter les déplacements en famille, ainsi que la gratuité pour les titulaires de l'AAH (allocation adulte handicapé).

60 nouvelles lignes de bus express avec des voies réservées sur les autoroutes, pour relier les quartiers mal desservis ou enclavés.

1 000 médiateurs de la tranquillité publique dans les transports régionaux.

Un Chèque Vélo de 150 euros pour les élèves de seconde et de CFA.

Logement : Ojectif zéro logement vide et un habitat de qualité accessible à toutes et tous

L'accès à un habitat de qualité et abordable financièrement est primordial.

Face aux carences gouvernementales, le logement est une véritable priorité de l'action régionale.

Alors que les revenus moyens ont stagné durant ces dix dernières années, les prix de l'immobilier ont plus que doublé, à cause notamment du nombre de logements vacants (300 000 en Ile-de-France).

Les charges pèsent aussi de plus en plus lourd : 7,3% des ménages consacrent plus de 10% de leurs revenus à leurs factures, nourrissant une précarité énergétique croissante.

Logement : Ojectif zéro logement vide et un habitat de qualité accessible à toutes et tous

Nous voulons :

- Réhabiliter massivement les logements sociaux et privés pour lutter contre la précarité énergétique,

- Agir en faveur des publics les plus en difficultés : étudiant/es, exclu/es, hébergement d'urgence, insertion par le logement, résidences pour personnes âgées,

- Soutenir l'habitat groupé et coopératif,

- Mettre l'accent sur la qualité des constructions neuves,

- Soutenir la construction de nouveaux logements sociaux en norme « Bâtiment Basse Consommation ».

Nous réunirons l'ensemble des partenaires de la politique du logement pour parvenir à un objectif zéro logement vacant, lutter contre la pénurie et les loyers chers.

Objectif 200 000 logements réhabilités, pour diviser les factures énergétiques par deux,

Doubler le budget consacré au logement pour aider :

- 100 000 constructions nouvelles ;

- 50 000 acquisitions-rénovations ;

- 200 000 rénovations ;

- doubler les logements étudiants et le logement en résidence collective.

Santé : la qualité de vie n'est pas un privilège !

Hypertension, diabète, obésité, asthme : autant de maladies liées au mode et à la qualité de vie.

La malbouffe, le manque d'activités physiques, la pollution de l'air, le bruit, l'état de nos logements mettent en danger notre santé.

Les pesticides, le Bisphénol A (jusque dans les biberons !), les contaminations chimiques, autant de toxiques sont dénoncés par les scientifiques comme sources de nombreuses maladies. Il faut lutter contre leur prolifération, leur utilisation dans des produits de la vie quotidienne.

Santé : la qualité de vie n'est pas un privilège !

Un Plan régional « Qualité de vie », pour permettre l'accès au soin à toutes et tous

pour renforcer le nombre de maisons médicales de garde, des centres de santé et des maisons pluridisciplinaires, car l'accès aux soins est une des premières manifestations des inégalités régionales.

pour prévenir ***les maladies liées à notre mode de vie :*** lutter contre le stress et autres maux liés aux conditions de travail, réduire l'exposition aux ondes électromagnétiques, en finir avec l'usage des pesticides par les collectivités.

Un « chèque santé jeunes »,

pour aider les étudiants ne pouvant bénéficier de l'Aide à la Complémentaire Santé. L'attribution de cette aide sera liée à des conditions de ressource de l'étudiant et à une liste minima d'actes pris en charge par la mutuelle.

Un Objectif « Autonomie et Solidarité pour le grand âge »

Soutien aux centres d'accueil de jour pour les personnes atteintes d'Alzheimer ;

Soutien aux centres d'hébergement de qualité et équitablement répartis sur le territoire ;

Renforcement de la politique de maintien à domicile en finançant l'adaptation des logements des personnes à la perte d'autonomie ;

Développement de la formation des professionnel/les de l'accompagnement des personnes âgées.

Recomposer avec la nature

Les espaces agricoles, forestiers et naturels constituent 80% du territoire régional. La biodiversité régionale est particulièrement riche mais doit faire face à de nombreux défis.

La nature est essentielle pour notre alimentation, notre bien-être, notre santé et sa préservation est indispensable pour enrayer la dégradation générale de notre environnement.

Nous voulons que les politiques publiques recomposent avec la nature, en prenant en considération cette relation d'interdépendance.

Recomposer avec la nature

Nous voulons lutter contre les pollutions, préserver la biodiversité, végétaliser nos villes et favoriser un tourisme vert et durable en Ile-de-France.

Recomposer avec la nature, c'est aussi anticiper l'avenir en évitant les aménagements de type construction de routes à grande circulation, étalement urbain, consommation de terres agricoles…

1000 contrats éco-quartiers pour améliorer la qualité de la vie

en soutenant les projets de lutte contre des nuisances, comme celles liées au bruit, **en initiant** le recours aux énergies nouvelles pour des infrastructures communes, **en remettant** le lien social au cœur de nos villes.

Végétaliser nos villes

pour rendre à la nature toute sa place en ville. Nous créerons 100 000 m2 de toitures et murs végétalisés afin de renforcer la biodiversité, réduire la consommation énergétique, améliorer le bilan thermique et phonique des bâtiments et préserver la faune et la flore...

Des corridors écologiques pour sauver les espèces

et préserver la biodiversité, menacée par les grandes infrastructures qui cloisonnent les milieux naturels.

Formation, éducation : préparons l'avenir

Compétence majeure de la Région, la formation et l'éducation sont stratégiques pour la transformation de l'économie et la perspective de créer des milliers d'emplois verts et non-délocalisables. Une politique ambitieuse de formation doit commencer par la formation des formateurs, en particulier en matière d'éco-production et d'éco-construction.

Enseignement supérieur, recherche, innovation, nous voulons réorienter l'économie régionale vers un autre développement. La Région devra aussi soutenir les universités laissées-pour-compte de la politique gouvernementale.

Formation, éducation : préparons l'avenir

Le Pass-Formation tout au long de la vie

pour rendre la formation plus accessible à toutes et tous Il s'agit d'une part d'un crédit de 150 heures de formation sur six ans, en plus des droits déjà existants, sur catalogue dans toutes les disciplines, et d'autre part d'une offre en formation enrichie.

Créer 10 centres de formation des apprentis (CFA) consacrés aux nouveaux métiers,

pour réorienter la formation professionnelle et l'apprentissage vers les nouveaux besoins : éco-technologies, économie verte, services à la personne, construction, ingénierie, agriculture...

Etendre et améliorer les conditions des contrats d'apprentissage,

pour encourager le développement des contrats d'alternance et améliorer les conditions des jeunes qui en bénéficient, en conditionnant certaines aides régionales.

Un Fonds de soutien à la qualification des personnels intervenant auprès des personnes âgées,

pour financer les postes destinés à remplacer les personnels en formation, développer des politiques en faveur de la validation des acquis d'expérience, de l'éducation et de la sensibilisation au travail auprès de personnes en grande fragilité physique, psychique ou morale.

Climat-énergie : répondre aux urgences, préparer l'avenir

Le temps où la question du climat ne concernait que les générations futures est révolu ; c'est désormais le défi de notre génération. A Copenhague les Etats ont été irresponsables et incapables de trouver une réponse à la crise climatique.

Nos territoires prendront le relais tout en participant à la mobilisation pour un accord international. Bâtiments, transports et agriculture représentent 80% des émissions de gaz à effet de serre en Ile-de-France :
les politiques régionales peuvent contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique.

Il faut absolument anticiper la future explosion des prix de l'énergie et travailler à la réduction de notre consommation énergétique :
l'énergie la moins chère et la moins polluante est celle que nous ne consommons pas !

Climat-énergie : répondre aux urgences, préparer l'avenir

Avec notre Paquet Climat–Energie, nous allons :

protéger l'environnement, créer des emplois réduire la précarité énergétique.

Une stratégie trois fois gagnante.

IDF Energies nouvelles : le service public du 21e siècle

Un organisme dédié à la rénovation des logements et au développement des énergies renouvelables :

- **pour** prendre en charge les travaux de rénovation (financement et coordination) en se finançant sur les économies réalisées. La priorité sera la rénovation des immeubles collectifs les plus dégradés et les logements des personnes en situation de précarité énergétique pour lesquelles nous partagerons les réductions de charge.
- **pour** soutenir le développement de projets locaux d'énergies renouvelables.

Des Chèques éco-énergie aux particuliers

pour l'achat d'un équipement écologique (panneaux solaires, électroménager efficace sur le plan énergétique, etc.).

Des lycées à « énergie positive »

pour produire plus d'énergie qu'ils n'en consomment, et pour réduire la facture énergétique (financière comme environnementale) de ces « passoires énergétiques ».

Un Plan d'adaptation du territoire au changement climatique

pour préparer nos territoires aux impacts inéluctables des changements climatiques (sécheresses, inondations, températures extrêmes).

Garantir la tranquillité publique

Face à l'augmentation de la violence, il est urgent de trouver des solutions alternatives. Entre répression et technologie, les réponses actuelles sont inefficaces, injustes et coûteuses. Les 1226 caméras prévues pour Paris coûteront chacune 65000 euros. Alors qu'en l'espace de trois ans, la gouvernement a supprimé 9121 postes de policiers et de gendarmes, il a bloqué le développement de la police de proximité et il n'y a plus assez de surveillants dans les établissements scolaires.

Pour une politique de tranquillité publique efficace, nous voulons remettre du dialogue et de l'humain et nous appuyer sur les solidarités de voisinage pour lutter contre la délinquance et la violence.

Garantir la tranquillité publique

3 000 médiateurs régionaux de la tranquillité publique dans les lycées et les transports

pour répondre aux enjeux de sécurité par l'emploi et l'humain, plutôt que par une technologie inefficace et coûteuse. Les médiateurs régionaux seront formés à l'encadrement, la médiation et la tranquillité publique. ils seront répartis dans tous les secteurs prioritaires : 1000 dans les lycées, 1000 dans les transports, 1000 dans les quartiers.

1000 places d'accueil pour les femmes victimes de violences

pour faire de la lutte contre ces violences une « Grande cause régionale », parce que tous les deux jours en France, une femme meurt de violences conjugales ou familiales. Ces places permettraient de répondre aux urgences immédiates et seraient suivies d'un accompagnement spécifique.

Des États Généraux de la Tranquillité Publique

en concertation avec les habitant/es, les associations locales, les élu/es, tous les services publics et familles d'acteurs, pour définir ensemble des solutions sur les quatre piliers de la tranquillité publique : prévention, dissuasion, sanction et la réinsertion.

Une formation pour tous les détenus

avec un plan de formation professionnelle, pour offrir une réelle nouvelle chance et faire baisser la récidive.

Culture : épanouissement, diversité et émancipation

La diversité culturelle est le principal patrimoine de l'humanité, comparable à la biodiversité dans la nature, porteuse de richesse, de sens et d'un meilleur « vivre ensemble ». Les pratiques culturelles et artistiques contribuent à l'émancipation et à l'épanouissement de chacun.

Nous encouragerons la création, les pratiques artistiques pour tous et toutes, les initiatives transversales autour de l'éducation populaire, en particulier celles qui encouragent la diffusion des œuvres, les pratiques alternatives, l'expérimentation et l'émergence de formes nouvelles.

L'objectif est d'adopter un Agenda 21 de la Culture, document de référence en faveur du développement culturel.

Culture : épanouissement, diversité et émancipation

Soutenir l'émergence de 100 Fabriques de la culture,

véritables pépinières de professionnalisation des pratiques artistiques, pour favoriser l'apparition et le développement de lieux de création et de diffusion, permettant ainsi de mutualiser les outils de travail, de favoriser les échanges entre disciplines et la naissance de projets collectifs.

Créer un centre de ressources sur les Arts Visuels, dédié aux arts plastiques, visuels et graphiques

lieu d'échange, de mutualisation, de réflexion et d'évaluation des politiques régionales.

Renforcer la présence de la culture et des arts dans les lycées et CFA,

par le soutien aux résidences d'artistes dans les lycées et les CFA, sur la base d'un projet élaboré par les équipes éducatives, les élèves et les artistes accueillis (musique, théâtre, danse, arts plastiques…).

Justice, égalité, finances : une Région exemplaire

La transformation écologique de la société, c'est aussi la transformation de la politique – dans les façons de décider, de participer ou de représenter.

Nous voulons remettre la démocratie et l'intérêt collectif au centre des politiques publiques, le dialogue, la concertation et la confiance dans l'élaboration collective de ces politiques, pour rassembler tous les Francilien-ne-s dans la construction commune de leur région.

Justice, égalité, finances : une Région exemplaire

Un Droit d'initiative citoyenne,

pour que des politiques régionales puissent être issues directement des citoyennes et citoyens. Une pétition réunissant 22.000 signatures de Franciliennes et Franciliens (soit 1/500), répartis sur au moins la moitié des huit départements, pourra faire inscrire une question ou une proposition à l'ordre du jour des délibérations du Conseil régional.

Un Pôle justice régional et des antennes mobiles,

pour faciliter l'accès au droit aux usagers du service public, des associations (discriminations, santé, logement).

Un paquet Finances Propres

pour contribuer à la lutte contre les paradis fiscaux et la corruption financière au niveau régional.

La Région refusera de coopérer avec les établissements bancaires qui maintiennent leur présence dans des paradis fiscaux. Elle mènera aussi une ***politique d'achats et de commandes éthiques et éco responsables,*** pour faciliter l'accès des PME aux marchés publics et de lutter contre les pratiques malsaines (corruption, favoritisme, surfacturations).

Un budget participatif des lycées,

pour que tous, lycéens, personnels et parents d'élèves, puissent débattre et choisir des projets prioritaires afin de mieux vivre et travailler au lycée.

Un Engagement Solidarités-Egalités

pour lutter contre toutes les discriminations de genre, d'orientation sexuelle et d'origines, à travers des chartes de l'égalité et un label pour les CFA, IUT et organismes de formation, dont les entreprises partenaires s'engagent en faveur de l'accueil et la formation des jeunes issus des milieux les plus défavorisés.

12 mesures à lancer dans les 12 mois

- Lancer les Conférences pour l'emploi, par filière
  Objectif : protéger les salarié/es, créer des emplois, écologiser les activités
- Mettre en place la nouvelle tarification des transports collectifs, avec le Pass Vert, le ticket à 1€ le week-end et la gratuité pour les enfants de moins de 6 ans
- Consulter sur le tracé précis des 60 grandes lignes de bus express (sur autoroutes) et engager les premiers financements dès décembre
- Rénover et réhabiliter à basse consommation 50 000 logements pour lutter contre la précarité énergétique et financer 25 000 logements sociaux
- Recruter les médiateurs régionaux de la tranquillité publique
- Augmenter la place de l'agriculture biologique dans les restaurants scolaires d'Ile-de-France
- Créer le « Chèque Santé Jeunes » pour les moins de 25 ans
- Créer Ile-de-France Energies Nouvelles, le service public des énergies renouvelables
- Lancer l'ouverture des premières Fabriques de la Culture
- Ouvrir le Droit d'initiative citoyenne, pour permettre à chacun d'imaginer une politique régionale
- Initier le plan « Objectif Autonomie et solidarité pour le Grand âge »
- Lancer un grand emprunt mutualisé des régions de France, dont l'île-de-France sera chef de file, pour lever 2 milliards d'euros

Retrouvez nos 140 propositions pour
la transformation écologique de l'Ile-de-France sur
http://ile-de-france.regions-europe-ecologie.fr/

Ne pas jeter sur la voie publique / imprimé sur papier recyclé par L'Artesienne / photos par Xavier Cantat / Une création 1 delebil.com

Les Verts
EUROPE ÉCOLOGIE
Région Ile-de-France